

Pétitions

prochaine nous entendre sur le libellé d'un ordre de la Chambre.

M. Baker (Nepean-Carleton): Madame le Président, nous nous sommes en effet entretenus sur le sujet et il y a effectivement quatre heures qui appartiennent au gouvernement et qu'il faudra rattraper. Il y a certainement accord sur ce point.

M. Paproski: Et le 25 décembre?

M. Knowles: Madame le Président, je tiens aussi à faire savoir que nous sommes d'accord, ainsi les députés sauront que la Chambre ne siégera pas le 10 novembre. Du même coup, nous avons accepté de décider plus tard de la manière dont on récupérerait les quatre heures qui appartiennent au gouvernement et qui seront perdues.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

COMITÉ SPÉCIAL CONCERNANT INVALIDES ET HANDICAPÉS

M. David Smith (Don Valley-Est): J'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité spécial concernant invalides et handicapés.

[Note de l'éditeur: Le texte du rapport précité figure aux Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

[Français]

ÉNERGIE DE REMPLACEMENT DU PÉTROLE

M. Thomas H. Lefebvre (Pontiac-Gatineau-Labelle): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité spécial de l'énergie de remplacement du pétrole.

Si la Chambre y consent, je proposerai que le rapport soit agréé plus tard aujourd'hui.

[Note de l'éditeur: Le texte du rapport précité figure aux Procès-verbaux de ce jour.]

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

M. MANLY—LA CIRCULATION DES PÉTROLIERS AU LARGE DE LA CÔTE OUEST

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Madame le Président, au nom de mes électeurs de la circonscription de Cowichan-Malahat-Les Îles et d'autres habitants de la Colombie-Britannique qui s'inquiètent de la tournure des événements, je tiens à présenter une pétition à la Chambre. Par cette pétition, nous voulons faire savoir que la menace croissante

que posent les pétroliers qui naviguent au large de notre littoral du Pacifique, nous inquiète énormément. Par cette pétition on demande au Parlement de s'opposer à cette menace pour notre environnement et à demander à l'Office national de l'énergie de tenir des audiences dans les localités directement menacées par la circulation des pétroliers ou par le port pétrolier que l'on propose de construire.

* * *

[Français]

ÉNERGIE DE REMPLACEMENT DU PÉTROLE

ADOPTION DU 1^{er} RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL

M. Thomas H. Lefebvre (Pontiac-Gatineau-Labelle): Madame le Président, il y a eu des pourparlers entre les partis et je propose: Que le premier rapport du comité spécial de l'Énergie de remplacement du pétrole soit agréé.

(La motion est adoptée.)

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. D. M. Collenette (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 306, 1212, 1484, 1485, 1488 et 1502.

Je demande, madame le Président, que les autres questions soient réservées.

[Texte]

L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Question n° 306—**M. Herbert:**

1. Au cours des cinq dernières années, combien le Canada a-t-il versé à l'Organisation des États américains et à quelles fins?

2. Le gouvernement envisage-t-il de se joindre à l'O.E.A.?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): 1. Puisque le Canada n'est pas membre de l'OEA, il n'a pas à contribuer au budget de cette organisation. Par l'entremise de l'ACDI, le Canada a fourni une contribution de \$778,000 pour un projet de développement de coopérative rurale, administré par l'OEA. Le Canada appartient et paie une contribution à diverses agences spécialisées du système interaméricain, telles que la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation panaméricaine pour la santé, l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire et l'Institut indien interaméricain. Ces organismes sont indépendants de l'OEA.

2. Le gouvernement a étudié la question de se joindre à l'OEA et a pris la décision de ne pas demander son adhésion à l'OEA pour le moment. Le Canada maintient cependant une mission permanente d'observation auprès de l'OEA.